

BREF

bulletin de recherches sur l'emploi et la formation N°2
édité par le CEREQ mai-juin 1985

editorial

La préparation aux métiers d'avenir est souvent évoquée comme une solution pour mettre fin à l'inadaptation du système de formation, éviter le chômage des jeunes et participer ainsi à la résorption de la crise économique. Or l'expression « métier d'avenir » laisse perplexe par l'association qu'elle offre d'une forme traditionnelle - pour ne pas dire dépassée - d'exercice du travail avec des lendemains que l'on suppose bouleversés par l'introduction d'un « futur en ...tiques » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Georges Metayer. Sans aucun doute une telle condensation de l'anachronisme et de la virtualité a des allures de formule magique tendant à occulter les problèmes du présent. Mais le recours à la magie n'est jamais innocent, et il convient de s'interroger sur les raisons qui poussent ainsi à projeter un type d'organisation socio-professionnelle sous la forme du métier, avec tout ce que cela sous-entend de possession d'un savoir complet dans un domaine spécifique, de stabilité des activités exercées au cours de la vie professionnelle et de qualité d'un individu. Ce que l'on sait actuellement de l'évolution du travail paraît plutôt contredire ce modèle : les champs du savoir

exprimés en termes de disciplines traditionnelles perdent leur spécificité dans la pratique d'activités dont le contenu est de plus en plus changeant, et la vie professionnelle se caractérise par une succession d'emplois dans lesquels certaines compétences sont valorisées et d'autres dévalorisées. Des lors la notion de métier serait à ranger au placard des concepts désuets et des réalités périmées, entre la lampe à pétrole et la dentellière du Puy. Certes, l'introduction de technologies nouvelles rend de plus en plus malaisée la description de tâches précises correspondant à des emplois spécifiques fondés sur des domaines de compétences stables et identifiables.

Mais les exigences mêmes de compétitivité qui pèsent sur l'appareil productif montrent l'importance d'une utilisation optimale des ressources humaines, visant à développer les capacités d'initiative et d'innovation des collectifs de travail. C'est ainsi que Thierry Gaudin n'hésite pas, dans la revue *Culture technique*, à faire l'hypothèse d'un passage de la société de consommation à la société de création dans laquelle « l'essentiel est la capacité de l'homme à dominer la technique et non plus son aptitude à la subir ». Bien sûr, nous n'en sommes pas là, mais les tentatives de définition de savoirs fondamentaux et d'ins-

tauration de nouvelles formes de la reconnaissance de la qualification - que l'on trouve également dans les travaux de Bertrand Schwartz -, cette volonté de rendre à la technique sa dimension culturelle, constituent autant d'éléments à intégrer à un débat qui, avant de décrire les métiers d'avenir, essaierait d'envisager l'avenir des métiers.

SOMMAIRE

Le programme d'activités
du Cereq pour 1983

2

Le chômage des jeunes
de 18 à 25 ans

3

Formation en L.E.P. et insertion
dans la vie active

4

Devenir agriculteur

5

Actifs occupés, chômeurs, inactifs :
des mesures différentes dans
l'enquête sur l'emploi

6

Avril 1983 : sortie du
premier numéro de la revue
« FORMATION EMPLOI »

7

Le CEREQ publie
Fréquence BREF

8

Le programme d'activités du Cereq pour 1983

Jusqu'en 1982, le programme annuel d'activités du CEREQ était établi par référence à un programme à moyen terme défini en 1978.

Trois éléments ont conduit à ne pas se replacer dans le même cadre. D'abord, la constitution du Répertoire français des emplois (R.F.E.) s'achève : les derniers cahiers sont en cours de publication ou prêts à être publiés. Ensuite, un cycle complet d'enquêtes d'insertion et de cheminement menées pour l'Observatoire des entrées dans la vie active (O.E.V.A.) depuis 1980, se termine en 1983. Enfin, la compréhension de certains phénomènes aussi bien pour l'insertion des jeunes que pour l'évolution des qualifications a progressé en ce sens que l'on est amené à reviser les problématiques admises en matière d'adéquation de la formation à l'emploi ou de déterminisme technologique.

Tout cela poussait à mener une réflexion sur des orientations à moyen terme pour le CEREQ, réflexion dont la Direction du centre se devait de tenir compte pour proposer le programme d'activités pour 1983 qui a été adopté par le Conseil de perfectionnement du CEREQ, et par le Conseil d'administration de l'O.N.I.S.E.P. le 14 janvier 1983.

En ce qui concerne les dispositifs existants (R.F.E. et O.E.V.A.) le programme pour 1983 intéresse surtout l'Observatoire des entrées dans la vie active, et confère aux travaux programmes un caractère de transition assez marqué.

En effet, les dernières années ont montré une dégradation progressive du taux de réponses aux questionnaires pour les jeunes sortant aux niveaux VI et V bis. Des lors, la mise au point d'un nouveau processus d'enquêtes qui pourrait être mis en place à partir de 1984 a fait l'objet d'une réflexion, menée en concertation avec le Service de l'informatique de gestion et des statistiques (S.I.G.E.S.) du ministère de l'Éducation nationale et une expérimentation aura lieu des 1983 dans l'académie d'Amiens, de façon à associer plus étroitement les établissements et les services statistiques rectoraux à la collecte et à la première exploitation des données.

Dans le même temps, le programme prévu d'enquêtes d'insertion et de cheminement était en ce qui concerne les niveaux VI et V bis et l'apprentissage

assez fortement modifié : l'enquête d'insertion des apprentis sortis en 1982, prévue pour actualiser l'enquête faite en 1979, est différée au profit d'enquêtes complémentaires légères dans certaines régions. L'enquête de cheminement auprès des apprentis sortis en 1979 sera réalisée uniquement par entretiens. Une enquête complémentaire aura lieu auprès des élèves n'ayant pas répondu à l'enquête de 1982 sur l'insertion des jeunes sortis aux niveaux VI et V bis.

Dans l'enseignement supérieur, le programme est plus conforme aux prévisions antérieures : l'enquête d'insertion des étudiants ayant achevé des études de lettres et de sciences humaines en 1981 et l'enquête de cheminement auprès des étudiants ayant achevé des études de sciences en 1980 se dérouleront comme prévu. L'enquête de cheminement auprès des étudiants ayant passé leur thèse en médecine ou le diplôme d'État en pharmacie au cours de l'année 1978 n'intéresse que les médecins, l'enquête d'insertion menée auprès de ces étudiants ayant montré que la situation des pharmaciens se trouvait stabilisée au moment de l'enquête d'insertion.

En ce qui concerne le Répertoire français des emplois, le travail sur la mise au point de la banque de données se poursuivra, mais c'est surtout dans le domaine des recherches et pour la mise au point d'un dispositif de type nouveau d'observation et d'analyse de l'évolution des qualifications que l'acquis du R.F.E. sera utilisé.

Dans le domaine des recherches, cinq axes de travail ont été retenus :

- la structuration de l'appareil productif et les grandes transformations de l'emploi,
- la transformation des qualifications et la recomposition interne des collectifs de travail,
- les processus d'insertion et les carrières,
- les notions d'espaces de qualification, zones d'emploi et de formation et les conditions d'accès à l'emploi,
- les approches locales et interrégionales.

On peut essayer de caractériser les travaux prévus sous ces rubriques en mettant en avant quelques traits nouveaux ou renforcés.

Tout d'abord on notera la confirmation de l'importance attachée aux tra-

voux sur la gestion de main-d'œuvre, ainsi que la volonté de mieux intégrer les analyses sur l'insertion des jeunes avec celles consacrées aux mouvements plus généraux de mobilité et de renouvellement de la main-d'œuvre.

Ensuite on remarquera l'importance donnée aux études liées à la restructuration industrielle avec des études lourdes, menées en accord avec la Délégation à l'emploi et les partenaires sociaux dans les secteurs de la sidérurgie et de la machine-outil.

L'ensemble de ces travaux, menés en entreprise ou à l'échelon des secteurs, doit permettre de nourrir un certain nombre de réflexions sur la possibilité de rassembler et de confronter des travaux divers, principalement à caractère monographique, dans un dispositif d'observation et d'analyse des évolutions des qualifications, rapprochant et confrontant des données recueillies par enquêtes en entreprises et d'autres provenant d'instruments statistiques habituels.

Si maintenant on s'efforce de caractériser les études par le niveau des formations ou des emplois qui font l'objet des analyses, un effort sera fait en 1983 en direction des formations et des emplois de techniciens et de cadres qui avaient été quelque peu délaissés les années antérieures au profit des actions consacrées aux employés et aux ouvriers.

Au terme de ce survol du programme d'activités on n'aura garde d'oublier d'une part, dans le domaine des applications, les travaux liés au groupe de travail des enseignements technologiques et professionnels, structure nouvelle mise en place auprès de la Direction des lycées et qui doit permettre de mieux coordonner les travaux du CEREQ avec les besoins de cette direction ainsi que ceux liés aux travaux des commissions professionnelles consultatives, d'autre part, dans le domaine de la coopération internationale, le resserrement des liens du CEREQ avec des institutions analogues des pays européens telles que le B.I.B.B. (Institut fédéral pour la formation professionnelle), l'I.A.B. (Institut de recherches sur le marché du travail et les professions) allemands et la M.S.C. (Commission des services de la main-d'œuvre) britannique.

Le chômage des jeunes de 18 à 25 ans

Après la mise en place d'un dispositif spécifique concernant les 16 à 18 ans, le Gouvernement s'attache maintenant à définir des mesures qui facilitent l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans. Le champ d'action de ces mesures est déterminé par l'âge de la population qui sera touchée, et non par des caractéristiques comme le niveau de formation ou la durée du chômage par exemple. Il est donc utile avant tout de préciser quelques caractéristiques des jeunes concernés. Les statistiques disponibles permettent d'éclaircir deux questions importantes : qui sont-ils ? Combien sont-ils à rechercher un emploi au cours d'une année ?

L'analyse est délicate car cette période est pour la plupart des jeunes une période de transition, marquée par la sortie de l'école ou de l'enseignement supérieur et par l'entrée dans la vie active : à 17 ans (1) 75 % des garçons et 84 % des filles sont scolarisés alors qu'à 24 ans seuls 9 % des garçons et 5 % des filles le sont encore (2). C'est entre 18 et 24 ans que s'effectue notamment la quasi-totalité des sorties de formation au niveau C.A.P., B.E.P., B.E.P.C. et baccalauréat, et la majorité de celles qui se produisent avant la fin du 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur.

Les jeunes formes au plus haut niveau sont donc peu nombreux parmi les jeunes non scolarisés de 18 à 24 ans puisqu'ils sortent tard du système éducatif.

Par contre, deux groupes sont particulièrement nombreux dans cette tranche d'âge :

- des jeunes sans diplôme, en majorité sortis du système éducatif à 16 ou 17 ans ;
- des jeunes sortis de l'enseignement secondaire avec un diplôme de l'enseignement court.

Ces deux catégories sont encore plus fortement représentées parmi les jeunes chômeurs, car le risque de chômage est plus élevé pour ceux qui sont le moins diplômés ; ainsi 88 % des chômeurs de 18 à 24 ans n'ont pas le baccalauréat (situation observée en mars 1981 - cf. tableau 1).

Mais cette observation instantanée ne permet pas de saisir le flux important des jeunes qui, au cours d'une année, recherchent un emploi. Ce flux varie de mois en mois ; il reflète l'arrivée massive sur le marché du travail de jeunes sortant du système éducatif entre juin et septembre, ainsi que la plus grande activité de ce marché entre septembre et décembre. L'observation en mars de deux années consécutives élimine ces phénomènes saisonniers.

Ainsi le nombre de demandes d'emploi prises en compte au cours d'une année est très important (1,5 million). Mais plus de la moitié (57 %) donnent lieu à une radiation dans le même semestre, alors que près de 20 % des demandeurs inscrits en mars 1981 le sont encore en mars 1982.

Les mesures destinées à favoriser l'insertion professionnelle devraient s'adresser

(1) L'âge considéré est l'âge atteint au cours de l'année de référence.

(2) Source : Enquête sur l'emploi - Mars 1981 - I.N.S.E.E.

TABLEAU 1 : JEUNES CHÔMEURS DE 18 A 24 ANS (1)

Niveau de diplôme	Jeunes chômeurs de 18-24 ans			Taux de chômage		Dont demandeurs d'un premier emploi
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	
Sans diplôme ou certificat d'études primaires.....	96 549 18 %	144 139 26 %	240 688	15 %	28 %	66 663 41 %
C.A.P. - B.E.P. - B.E.P.C.	81 232 15 %	156 205 29 %	237 437	10 %	22 %	73 813 45 %
Baccalauréat.....	14 645 3 %	33 448 6 %	48 093	11 %	14 %	15 301 9 %
DEUG - D.U.T. - BTS, etc.	4 722 1 %	8 998 2 %	13 720	11 %	9 %	6 160 4 %
Diplôme de l'enseignement supérieur long	340	1 925	2 265	4 %	11 %	1 595 1 %
Total (y compris diplôme inconnu)	203 043	356 885	542 203 100 %	12 %	22 %	176 875 100 %

Source : Enquête sur l'emploi - I.N.S.E.E.

(1) La définition retenue ici est celle de la P.S.E.R.E (Population sans emploi à la recherche d'un emploi au sens du B.I.T.). Voir « Enquête sur l'emploi de mars 1981, résultats détaillés ». Collections de l'I.N.S.E.E. n° D 87. pour une définition plus précise. Voir aussi dans ce numéro de BREF : « Actifs occupés, chômeurs, inactifs : des mesures différentes dans l'enquête sur l'emploi ».

sélectivement à ceux des jeunes dont les difficultés sont les plus grandes. On notera de ce point de vue que :

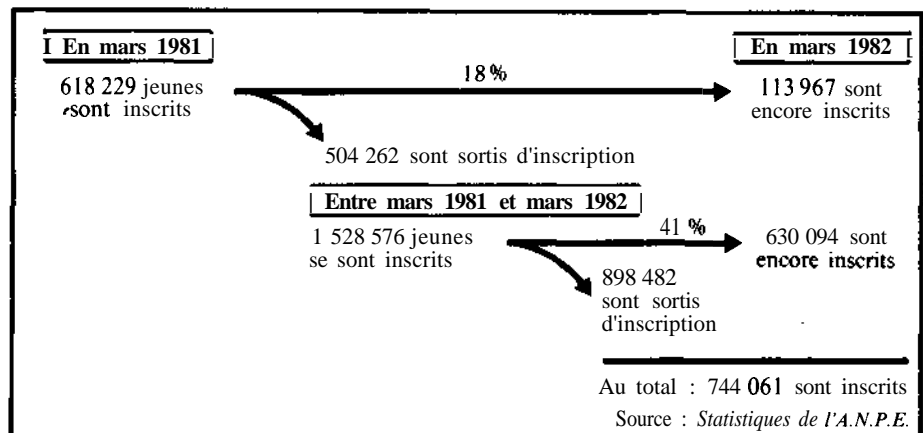
- les jeunes filles sont plus souvent au chômage que les jeunes gens du fait de leurs plus grandes difficultés à retrouver un emploi ; mais l'écart entre garçons et filles s'est nettement réduit ;

- les jeunes à la recherche d'un premier emploi et en particulier ceux pour qui cette recherche ne se conclut pas rapidement constituent une population minoritaire mais spécialement défavorisée.

Joëlle AFFICHARD.
Michel de VIRVILLE.

FLUX DE DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS A L'A.N.P.E.

Jeunes de 18 à 24 ans.



Bibliographie

Le CEREQ en parlera

F. Amat, J. Biret, M.-C. Combes. - « L'insertion dans la vie active après la scolarité obligatoire : niveaux VI et V bis de formation. » Paris, la Documentation française, à paraître. Cahier de l'Observatoire national des entrées dans la vie active n° 11.

F. Amat. - « Sortir de l'école à 16 et 17 ans. » Article paru dans Formation Emploi n° 1.

On en parle ailleurs

G. Balazs. - « Histoire professionnelle et sociale d'anciens chômeurs. Emplois et conditions de vie cinq ans après le chômage. » Paris, Centre d'études de l'emploi, Janvier 1982. Dossier de recherche n° 3.

J. Le Mouél. - « Le chômage des jeunes : des vécus très différents. » in L'emploi, enjeux économiques et sociaux. Colloque de Dourdan. Paris, François Maspéro, 1982 (Collection Textes à l'appui).

formation en L.E.P. et insertion dans la vie active

Progression de la filière B.E.P. avec une forte distinction entre **garçons** et filles...

Du cours préparatoire à la classe de cinquième, **garçons** et filles suivent un enseignement identique leur offrant théoriquement les mêmes possibilités de cheminement scolaire. L'orientation vers le cycle technique court à la fin de la cinquième et de la troisième marque le début de destins scolaires et professionnels différents pour ces deux populations.

DERNIÈRE ANNÉE DE L.E.P.

La première constatation que l'on peut faire en comparant les effectifs du second cycle technique court en 1974-1975 et 1978-1979, c'est la légère diminution de la proportion de filles : alors qu'elles représentaient 49 % des inscrits en dernière année de L.E.P. en 1975, elles n'en représentent plus que 47 % en 1979.

Par contre, il faut noter le maintien, sinon le renforcement, de la division sexuelle des spécialités : en 1975 comme en 1979, 80 % des garçons suivent une formation de type industriel, alors que près de 90 % des filles se trouvent dans des préparations aux métiers tertiaires (voir tableau 1).

Simultanément, on observe une évolution des filières de formation, ainsi que le montre le tableau 2.

On constate que la filière B.E.P. se substitue progressivement à la filière C.A.P. en trois ans, la filière C.A.P. en deux ans étant relativement stable. Cela se traduit par l'orientation de la majorité de la population féminine vers le B.E.P. en 1979 (54 %) alors que le C.A.P. en trois ans reste dominant pour les garçons à la même époque.

Le maintien de la féminisation de B.E.P. trouve une explication dans le fait qu'il s'agit d'une filière préparant essentiellement aux métiers tertiaires : deux sections sur trois de B.E.P. sont de spécialité tertiaire, alors que le ratio est pratiquement inverse pour les C.A.P. (61 % de sections industrielles pour 39 % de sections tertiaires). Ainsi, la dominante sexuelle des filières est largement déterminée par les types de préparations que chacune d'elles offre prioritairement.

NEUF MOIS APRÈS LA SORTIE DU L.E.P.

Le tableau 3 fait apparaître que l'évolution des recrutements au niveau V entre 1976 et 1980 se caractérise par une dégradation générale, sensiblement plus accentuée pour les filles que pour les garçons. Mais cette dégradation se différencie

selon la filière d'origine des jeunes : pour les garçons, la filière C.A.P. reste relativement performante alors que c'est la filière B.E.P. qui défavorise le moins l'insertion professionnelle des filles.

Enfin, en ce qui concerne le type d'emplois occupés, le cloisonnement traditionnel entre métiers industriels masculins et tertiaires féminins est inchangé : 4 garçons sur 5 sont ouvriers, 4 filles sur 5 employées. Pour conclure, alors que la filière B.E.P. se développe dans le système de formation, elle semble, au vu de

l'indicateur sommaire que constitue la part de ceux qui trouvent un emploi, être en situation moins favorable que la filière C.A.P. pour les garçons alors que la dégradation de l'insertion des filles traduit plutôt une concurrence accrue avec des niveaux de formation plus élevés. Cela pose plus généralement le problème du niveau de qualification des emplois tertiaires et des pratiques de recrutement des employeurs vis-à-vis des femmes.

Cécile de GAUDEMAR.

Spécialité du niveau V		Garçons		Filles		Ensemble	
1975	Secondaire	93 582	79 %	12 892	11 %	106 474	46 %
	Tertiaire	25 617	21 %	100 154	89 %	125 771	54 %
	Total	119 199	100 %	113 046	100 %	232 245	100 %
1979	Secondaire	114 968	81 %	15 427	12 %	130 395	48 %
	Tertiaire	27 120	19 %	113 126	88 %	140 246	52 %
	Total	142 088	100 %	128 553	100 %	270 641	100 %

Tableau 1 : Répartition des filles et des garçons selon le type de formation technique courte. Comparaison 1975-1979. (Source S.I.G.E.S.)

		Garçons		Filles		Ensemble	
1975	C.A.P. 3	69 249	58 %	49 988	44 %	119 237	51 %
	C.A.P. 2	6 454	5 %	7 913	7 %	14 367	6 %
	B.E.P.	43 496	37 %	55 145	49 %	98 641	43 %
	Total	119 199	100 %	113 046	100 %	232 245	100 %
1979	C.A.P. 3	77 362	54 %	51 668	40 %	129 030	48 %
	C.A.P. 2	6 856	5 %	7 017	6 %	13 873	5 %
	B.E.P.	57 870	41 %	69 868	54 %	127 738	47 %
	Total	142 088	100 %	128 553	100 %	270 641	100 %

Tableau 2 : Répartition des filles et des garçons dans les filières de l'enseignement technique court. Comparaison 1975-1979. (Source S.I.G.E.S.)

		Garçons	Filles
1976	C.A.P.	72 %	64 %
	B.E.P.	60 %	72 %
1980	C.A.P.	61 %	47 %
	B.E.P.	50,5 %	54 %

Tableau 3 : Proportion de jeunes occupant un emploi par rapport aux sortants des classes terminales de C.A.P. et B.E.P. Comparaison 1976-1980. (Source Observatoire E.V.A.)

Bibliographie

LE CEREQ EN A PARLÉ

« Dossier Formation et Emploi. Contributions du CEREQ aux travaux préparatoires du IX^e Plan. » Collection des études du CEREQ, n° 3, 1983.

G. Ruban. - « Les anciens élèves des classes de B.E.P. : analyse par spécialité et comparaison avec les C.A.P. » Paris, la Documentation française, 1981. Cahier de l'Observatoire national des entrées dans la vie active, n° 5-6.

F. Lantier. - « Le travail et la formation des femmes en Europe. » Paris, la Documentation française, 1972. Bibliothèque du CEREQ, volume 4.

ON EN PARLE AILLEURS

S. Fernandez. - « Transformation de l'activité féminine. Facteurs évolutifs. » 1982. Centre d'études de l'emploi, dossier de recherche n° 6.

« Quelles formations pour les femmes. » Education permanente, juin 1982, n° 64.

P. Clémenceau, M. de Virville. - « Garçons et filles face à leur insertion professionnelle. » in Economie et Statistiques, n° 134, juin 1981.

Devenir agriculteur

La profession d'agriculteur fait partie de ces emplois dont l'accès est fortement conditionné par la disposition initiale d'un capital économique et culturel transmis par la génération ascendante. C'est pourquoi, dans une proportion sans commune mesure avec celle des autres catégories socio-professionnelles (1), les agriculteurs sont la plupart du temps des enfants d'agriculteurs. Cette condition tend peut-être à perdre aujourd'hui une partie de sa nécessité sous l'effet des transformations du contexte économique de l'agriculture et de la désertification de certaines zones rurales : l'installation des neo-ruraux, phénomène marginal il y a quelques années, prend de plus en plus d'importance dans ces zones difficiles dans la mesure où la capacité culturelle de percevoir certains créneaux économiques y prend le pas sur la disposition d'un capital foncier.

Quoi qu'il en soit, le fait d'être enfant d'agriculteur ne constitue pas une condition suffisante de l'accès à l'emploi. Devenir agriculteur implique en effet, pour les enfants d'agriculteurs, qu'ils fassent un arbitrage entre les différentes possibilités qui leur sont offertes. Or, les chances de mobilité se trouvent fortement accrues lorsqu'ils disposent de titres scolaires. Ainsi, il ne fait pas de doute que la formation scolaire a été au cours de l'histoire récente un instrument privilégié d'exode agricole dans la mesure où elle contribuait à l'attraction des plus formes parmi les enfants d'agriculteurs vers les professions non agricoles.

On peut resumer grossièrement la tendance générale en disant que les enfants d'agriculteurs ne deviennent eux-mêmes agriculteurs que lorsque les stratégies de reproduction professionnelle du groupe sont économiquement possibles et prennent le pas, le plus souvent pour des raisons culturelles, sur les stratégies de mobilité.

Cette observation conduit à s'interroger sur les usages sociaux que font les enfants d'agriculteurs de l'enseignement agricole. Cette question mérite d'autant plus d'être posée que différentes enquêtes, et en particulier une

enquête actuellement en cours au CEREQ, attestent que l'apprentissage pratique d'une grande partie des connaissances techniques nécessaires à l'exercice du métier continuent de se faire à l'intérieur du milieu familial.

Ces savoirs transmis et acquis sur place (on peut aussi les dénommer savoirs endogènes) servent de support aux connaissances (ou savoirs exogènes) que dispensent les différentes institutions scolaires, cet enseignement étant pour sa part beaucoup moins référé à l'exercice concret du métier que les apprentissages qui s'effectuent dans l'univers local et familial.

L'enquête permet de faire apparaître une double tendance :

- d'un côté l'école sert effectivement - mais souvent de façon parcellaire - de lieu de transmission d'une série de connaissances techniques que l'évolution rapide des technologies agricoles ne permet pas au milieu familial de transmettre. Ainsi, des domaines tels que l'aéologie, le calcul des rations en production animale, l'établissement de plans fourragers, l'utilisation de nouvelles semences et variétés en culture générale et spécialisée, la rationalisation des techniques d'amendement et surtout la gestion en tant que technique spéciale de suivi technique et économique apparaissent comme des ensembles de savoirs exogènes dont la transmission peut effectivement se faire par l'école ;

- mais d'un autre côté, l'école présente un mode d'organisation du savoir systématisé, compartimenté, explicite dans ses finalités techniques, et au contraire très implicite dans ses

finalités sociales, qui se trouve souvent concurrencé par le système de savoir acquis au sein du milieu agricole. Satisfaisant à l'obligation scolaire, beaucoup d'agriculteurs ne se montrent guère pressés d'assimiler les savoirs scolaires, quitte à le regretter lorsque leur nouveau statut social d'exploitants en développement leur permet de mesurer les avantages sociaux du titre scolaire et l'utilité pratique de certains savoirs exogènes (la gestion par exemple). D'autres au contraire qui atteignent et dépassent le niveau du bac ont tendance à utiliser leur formation scolaire comme un moyen de différenciation sociale qui, en leur procurant des références culturelles plus proches de celles de l'encadrement agricole, accentue leur aisance relationnelle sans pour autant leur assurer toujours une réelle primauté technique.

On observe finalement que l'enseignement agricole est moins, pour les intéressés, une condition d'accès à l'emploi qu'un lieu de passage plus ou moins imposé de leur itinéraire socio-professionnel, un tel passage constituant, pour ceux qui l'ont prolongé, un instrument privilégié de différenciation sociale.

Patrick PHARO.

(1) Selon l'enquête Formation-Qualification professionnelle de l'I.N.S.E.E. de 1977, 90% des agriculteurs (de 40 à 59 ans) sont enfants d'agriculteurs.

Bibliographie

LE CEREQ EN A PARLÉ

P. Pharo, P. Simula. - « Les agriculteurs exploitants familiaux. » Paris, la Documentation française, 1977. Dossier du CEREQ n° 23.

« Emploi et qualification en agriculture. » Note d'information du CEREQ n° 68, juin 1981.

LE CEREQ EN PARLERA

P. Pharo. - « Modes d'acquisition et de mobilisation des savoirs professionnels agricoles. » Collection des études du CEREQ (sortie prévue à l'automne 1983).

ON EN PARLE AILLEURS

G. Jegouzo, J.-L. Brangeon. - « Les paysans et l'école. » Paris, Cujas, 1976.

ACTIFS OCCUPÉS, CHÔMEURS, INACTIFS : DES MESURES DIFFÉRENTES DANS L'ENQUÊTE SUR L'EMPLOI

Seule l'Enquête sur l'emploi de l'I.N.S.E.E., réalisée par interview auprès d'un échantillon de personnes, permet chaque année de cerner la population active. Pour ce faire, elle utilise deux définitions : celle du Recensement de la population qui correspond à la déclaration par les personnes interrogées de leur activité principale à la date de l'enquête et celle du Bureau international du travail (B.I.T.) dont le critère essentiel réside dans le fait d'avoir travaillé ou non pendant la semaine précédant l'enquête.

Le schéma présenté ici tente, à l'aide des chiffres de l'enquête d'octobre 1981, de mettre en lu-

mière les différences entre ces deux définitions et les écarts quantitatifs qui en résultent : si les chiffres globaux sont très proches pour 1981, on constate actuellement une augmentation des sous-populations A 1 et F et une diminution de la sous-population D qui auront comme conséquence d'élever le nombre des chômeurs au sens du B.I.T.

Martine MÖBUS.

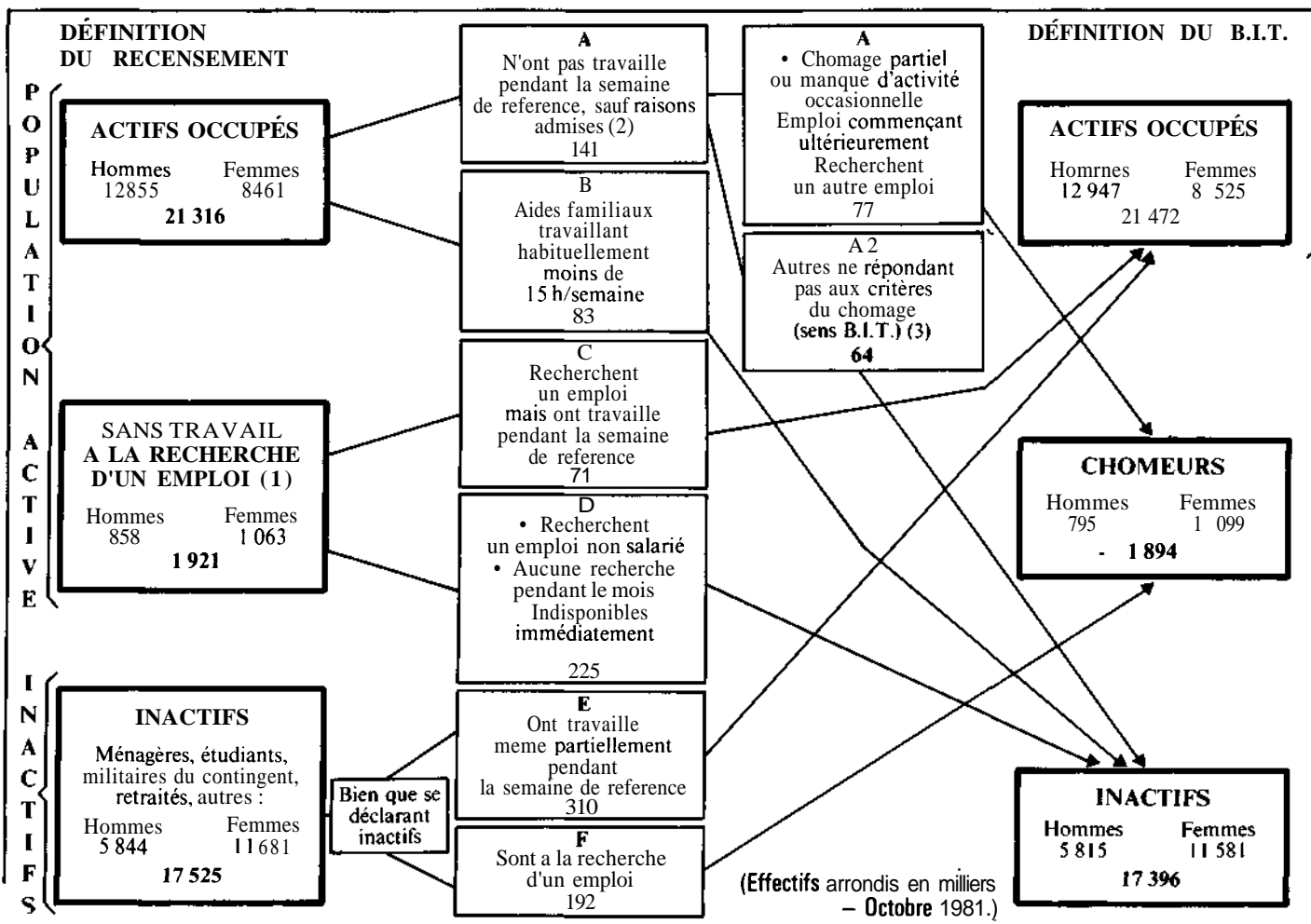
Source : Enquête sur l'emploi d'octobre 1981 - Collections de l'I.N.S.E.E. - Série D n° 89 - Population de plus de 15 ans.

(1) Depuis l'Enquête de mars 1982, les chômeurs sont répartis dans deux catégories distinctes : « inscrits au chômage » et « chômeurs non inscrits ».

Cela facilitera la comparaison des données de l'Enquête avec les demandes d'emploi enregistrées à l'A.N.P.E. qui, par un système statistique spécifique, suit l'évolution du chômage mois par mois.

(2) Raisons admises : maladie, accident, congés, absence temporaire accidentelle, stage de formation.

(3) Soit à la fois être dépourvu d'un emploi, être à même de travailler, chercher un emploi rémunéré et être en quête de cet emploi.



AVRIL 1983: SORTIE DU PREMIER NUMÉRO DE LA REVUE « FORMATION EMPLOI »

FORMATION EMPLOI marque une nouvelle étape dans les publications du CEREQ. Depuis une douzaine d'années, le CEREQ a conduit des travaux dans des voies qui se sont diversifiées, il a collaboré avec des équipes de plus en plus nombreuses, il a multiplié ses interventions au service de l'administration. L'ensemble des données recueillies et des analyses élaborées ne pouvait plus trouver une expression complète et adéquate dans les anciennes collections du Centre. Aujourd'hui, à côté de la Collection des Etudes, qui continuera à publier les résultats de toutes les études menées au CEREQ, la revue FORMATION EMPLOI devrait mettre ces travaux à la disposition d'un plus large public.

La revue trimestrielle FORMATION EMPLOI sera autre chose que la « revue du CEREQ ». En témoigne l'organisation même de la publication, animée par un Comité de rédaction composé de membres du CEREQ et de personnalités de l'administration ou du monde de la recherche (1). En témoigne aussi le souhait affiché par la revue d'ouvrir ses colonnes aux nombreux services d'études ou équipes de recherche qui s'occupent de la formation, de l'emploi et du travail. En effet, si FORMATION EMPLOI a pour objectif principal de rendre compte des travaux menés par le CEREQ et les C.I.A. (2), la nécessité de publier également des résultats de recherches émanant d'autres équipes de chercheurs travaillant sur ces thèmes est d'autant plus impérieuse que les questions relevant de « la relation emploi-formation » sont nombreuses, complexes, souvent brûlantes, et que le large public qu'elles concernent est animé de préoccupations différentes dont la revue souhaite tenir compte.

FORMATION EMPLOI veut être un instrument d'information et de réflexion. L'information sera donnée au travers d'articles et de rubriques fondés sur des données d'enquêtes et sur des statistiques originales élaborées de

façon rigoureuse. Le même souci de rigueur se manifestera dans les articles dont l'argumentation reposera sur des travaux à caractère scientifique. Ce qui ne signifie pas uniformité de pensée et obscurité de langage. FORMATION EMPLOI s'efforcera de présenter ses analyses dans le style le plus clair. D'autre part, la revue laissera sa place au débat scientifique en publiant autour d'un thème des points de vue divers et argumentés.

Le premier numéro de FORMATION EMPLOI, sorti en avril 1983, rassemble les articles suivants :

- « Sortir de l'école à 16 et 17 ans » ;
- « Industrie et gestion de la main-d'œuvre » ;
- « Qualification collective et automatisation : le cas de la sidérurgie » ;
- « La formation professionnelle initiale des ouvriers et l'évolution du travail industriel » ;
- « Automatisation industrielle et « miracle japonais » »

Dans les prochains numéros seront traités les thèmes suivants : l'emploi et la formation dans l'informatique ; la nouvelle nomenclature des professions et des catégories socio-professionnelles ; les étudiants et le marché du travail ; l'informatisation dans les banques et les assurances ; le renouvellement de la main-d'œuvre par les secteurs et ses conséquences pour l'accès des jeunes aux emplois ; les mobilités de début de carrière des jeunes sortis des classes de C.A.P.-B.E.P. ; l'apprentissage ; les emplois précaires ; une approche de la spécificité des cadres ; l'analyse du contenu des emplois de gestion, etc.

(1) Les membres du Comité de rédaction sont : J. Biret, D. Blondet, M. Campinos-Dubernet, F. Eymard-Duvernay, R. Guillon, J.-F. Germe, M. Hollard, J. Maréchal, Y. Merle, G. Sud, L. Tanguy et P.-P. Valli.

(2) Le CEREQ est associé à dix laboratoires ou équipes de recherches, dépendant des universités ou du C.N.R.S., qui constituent un réseau de Centres interrégionaux associés (C.I.A.).

BON DE COMMANDE

à envoyer à
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
 124, rue Henri-Barbusse
 93308 AUBERVILLIERS CEDEX - Tel. : 834-32-75

1 3 9 11 12 13
 COCART NUMÉRO DE COMMANDE 01 vente titre NUMÉRO DU CODE CLIENT
 IMPORTANT : ne pas envoyer de chèques aux PTT

24
 P

54 63 66
 NUMÉRO DE CODE CLIENT PAYEUR RESER CR

Règlement à réception de la facture

FORMATION EMPLOI		Code article	Prix unitaire	Montant	Nbre
(4 numéros par an)					
France :					
Le numéro			50 F		
L'abonnement			180 F		
Étranger :					
L'abonnement			210 F		

Nom

Adresse

Ville Code postal

Profession Date

Visa et signature

Librairies : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
 31, quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07 - Tel. 261-50-10
 165, rue Garibaldi 69401 Lyon Cedex 03 - Tel. 63-23-02
 TELEX 204826 DOCFRAN PARIS

Cahier du Répertoire français des emplois n° 14 : « Les emplois types de l'information et de la communication. Tome 3 : Information et communication de l'entreprise. »

Les emplois de l'information et de la communication de l'entreprise ont pour rôle de collecter, mettre en forme, élaborer, classer et transmettre l'information pour faciliter les relations à l'intérieur de l'entreprise d'une part, entre l'entreprise et ses partenaires extérieurs d'autre part. Cette intervention spécifique sur les réseaux de communication leur confère un rôle adjuvant aux fonctions majeures de l'entreprise : fonctions financières, de production, commerciales, d'administration et de gestion.

Ils œuvrent directement à la création, la mise en forme et la diffusion de produits d'information ou de communications matérialisées.

Les emplois retenus dans ce cahier se répartissent en trois grands groupes :

- Les emplois de secrétariat et de bureau qui assurent le substrat matériel de communications internes et externes des entreprises en respectant les contraintes procéduriers des différents réseaux auxquels ils participent.

- Les emplois des relations publiques qui assurent, par des moyens de communication et d'information *ad hoc*, l'adhésion des membres de l'entreprise ou des partenaires extérieurs au projet social et économique de l'entreprise.

- Les emplois de la conservation et de la documentation qui collectent, classent et ordonnent l'information en vue d'une mise à disposition d'un large public ou d'un public spécialisé.

Cahier n° 14-3 du Répertoire français des emplois, édité et mis en vente par la Documentation française (29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07) au prix de 75 F.

Collection des études n° 2.

Démographie des grands établissements et évolution de l'emploi - L'exemple de l'imprimerie - presse - édition. Florence Audier.

Quel est l'impact de la démographie des établissements sur les structures d'emplois d'un secteur d'activité économique ? Cette question est le point de départ de l'étude dont rend compte

LE CEREQ PUBLIE

ce deuxième volume de la « Collection des études » du Centre d'études et de recherches sur les qualifications. Limité aux seuls grands établissements d'un secteur, celui de l'imprimerie - presse - édition, ce travail exploratoire tente de dégager une méthodologie susceptible d'être utilisée pour d'autres secteurs d'activité. En l'état, il permet pour le secteur considéré de montrer l'importance de la question initiale.

L'évolution des structures d'emplois dans un secteur d'activité ne dépend pas seulement des transformations de l'emploi internes aux établissements. Elle résulte aussi du jeu des créations et des disparitions d'établissements ayant des structures d'emplois différentes. Sur ce point, l'étude montre bien que les diverses catégories d'établissements distinguées - établissements « anciens » en régression ou en augmentation d'effectifs, établissements créés au cours de la période d'observation - ont des structures et des évolutions d'emplois qui les différencient nettement. Ainsi, la structuration globale de l'emploi dans un secteur n'est qu'une résultante de mouvements parfois rapides et de sens opposés. Cependant, l'interprétation des évolutions constatées reste très difficile. Elle dépend en effet des modifications de la position relative des diverses activités du secteur considéré, du choix de la période d'observation et des données complémentaires qu'il est possible de rassembler.

Cette approche permet, dans son principe, de commencer à étudier les structures d'emplois en les reliant à la « vie » de l'établissement : création, croissance, décroissance, disparition. Ce document est édité par le CEREQ et communiqué sur demande.

Collection des études n° 3.

Dossier Formation et Emploi. Contributions CEREQ aux travaux préparatoires du IX^e Plan.

Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications a constitué pour la première phase de préparation du IX^e Plan un dossier sur le thème des relations Emploi-Formation et de l'insertion professionnelle des jeunes.

Les cinq textes qui forment ce dossier témoignent d'une étape dans le développement d'une problématique des relations entre formation et emploi :

- « L'entrée des jeunes dans la vie active. Synthèse des principaux résultats de l'Observatoire des entrées dans la vie active et des bilans Formation-Emploi » présente un tableau d'ensemble, sur une période qui s'étend de 1973 à 1980, des sorties du système de formation initiale, et des entrées de débutants sur le marché du travail.

- « Le renouvellement de la main-d'œuvre par les secteurs : quelles conséquences pour l'accès des jeunes aux emplois ? » rend compte d'un travail exploratoire qui applique les schémas de renouvellement de la main-d'œuvre, utilisés dans les bilans Formation-Emploi, à un découpage sectoriel des emplois.

- « Transformations sectorielles, politiques d'emploi et de formation » met en rapport les mutations récentes de l'appareil de production avec les politiques de main-d'œuvre des secteurs ; il montre que les résultats concernant l'emploi des jeunes, précédemment mis en évidence, ne peuvent être compris qu'en reconstituant la logique des modes de gestion de main-d'œuvre des entreprises.

- « Informatisation, organisation et qualification : quelques pistes de réflexion » montre qu'on ne peut dissocier l'évolution du travail et des compétences sollicitées de celle des formes d'organisation, des objectifs de production et de gestion des entreprises.

- « Formation - Qualification - Emploi. Un enjeu pour la planification » propose quelques axes autour desquels pourraient être ordonnées des politiques conjointes de la formation

et de l'emploi, à la fois dans l'accompagnement des évolutions économiques et technologiques et dans une perspective de valorisation et de promotion des qualifications.

Ce document est édité par le CEREQ et communiqué sur demande.

FORMATION EMPLOI n° I - Janvier-Mars 1983.

Le premier numéro de FORMATION EMPLOI, sorti en avril 1983, rassemble les articles suivants :

- « Sortir de l'école à 16 et 17 ans » : Françoise Amat étudie les situations très diverses que rencontrent les jeunes de cet âge concernés par les mesures fixées par l'ordonnance du 26 mars 1982.

- « Industrie et gestion de la main-d'œuvre » : Jean-Marc Grandio définit des zones d'emplois caractérisées par un même type de gestion de la main-d'œuvre et explique comment les secteurs industriels se différencient quant à l'ancienneté de leur main-d'œuvre, l'effort de formation, l'organisation du travail...

- « Qualification collective et automatisation : le cas de la sidérurgie » : Philippe Zarifian décrit les étapes de l'automatisation dans la sidérurgie depuis 1960 et montre les conséquences de ces évolutions sur la division du travail et l'émergence des qualifications nouvelles.

- « La formation professionnelle initiale des ouvriers et l'évolution du travail industriel » : Philippe Mouy cherche, dans l'évolution conjointe des systèmes de travail et de l'appareil de formation, l'explication de l'hétérogénéité des trois filières de formation professionnelle des ouvriers : apprentissage, C.A.P. par voie scolaire et B.E.P.

- « Automatisation industrielle et "miracle japonais" » : dans cet article que commente ensuite Alain d'Iribarne, Olivier Bertrand met en évidence les éléments originaux de la société japonaise qui semblent autoriser une utilisation des techniques nouvelles plus favorable et performante que dans d'autres pays.

La revue FORMATION EMPLOI est éditée et diffusée par la Documentation française. Les abonnements (180 F pour un an) peuvent être souscrits à : La Documentation française, 124 rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers - Cedex.

LES CHEMINS DE LA LECTURE

Puces. T. Roszak, Ed. Seghers. - Histoire fantastique sur la fin des ordinateurs.

Le travail et la vertu. K. Bluden, Ed. Payot. - Centre sur une période essentielle de l'histoire : la révolution industrielle en Angleterre, cet ouvrage tente de définir les liens qui unissent d'une part l'industrialisation et d'autre part le retrait des femmes du monde du travail.

La vie quotidienne des professeurs en France de 1870 à 1940. P. Guiral et G. Thuillier, Ed. Hachette. - Diversité et mutation d'une catégorie sociale.

Compagnon du devoir. Langlois dit E. Le Normand, Ed. Flammarion. - Le témoignage sur son métier d'un serrurier-feronnier et compagnon du devoir, écrit pour redonner sa vraie place à la valeur des mains et d'éveiller des vocations.

Le pain de la liberté. F. Guillaume, Ed. J.-C. Lattès. - Menant de front

frequence BREF

depuis trente ans son activité d'exploitant agricole et son combat syndical. L'auteur expose, à travers le récit de sa vie, l'évolution de la paysannerie française et du syndicalisme agricole pendant les dernières décennies.

GRAND ÉCRAN

Gaijin. T. Yamasaki. - Immigration et constitution d'une classe ouvrière dans le Brésil post-esclavagiste.

A VOS MAGNÉTOSCOPES

Le magazine de l'O.N.I.S.E.P. - T.F. I :
- 25 mai à 13 h 35 : électronicien.
- 1^{er} juin à 13 h 35 : chercheur en automatique.
- 8 juin à 13 h 35 : travailler à l'étranger.

- 15 juin à 13 h 35 : des métiers de l'édition.
- 22 juin à 13 h 35 : agent forestier.
- 29 juin à 13 h 35 : des métiers du commerce de détail en alimentation.

C.N.D.P. - T.F. I : La manu à Nantes (Manufacture des tabacs : S.E.I.T.A.) : 26 mai à 14 h 5.

Métiers dangereux et spectaculaires. - A 2 : 5 juin à 21 h 40 : pilote sur dragon.

A TYMPANS PERDUS

Sciences et techniques. - France Culture : 1^{er} juin à 9 heures.
Les grandes avenues de la science moderne. - France Culture : 3 juin à 19 h 30.
La mémoire de la terre : tradition et production à Madagascar. - France Culture : 3 juin à 20 heures.

DU COTÉ DES EXPOS

Eureka 83. Un siècle d'inventions françaises. - S'adressant au grand public, aux créateurs potentiels, aux responsables économiques et sociaux, cette exposition se propose d'apporter des éléments d'information, de susciter une réflexion sur le brevet d'invention, sur les retombées économiques, sociales et culturelles de l'innovation dans la vie quotidienne. Galerie du C.C.I. Centre Georges-Pompidou : 27 avril au 27 juin 1983.
Aujourd'hui l'énergie solaire. - Le rôle capital que peuvent jouer ces énergies dans de nombreux domaines. Maquettes fixes et animées, panneaux lumineux, montages expérimentaux et films vidéo... Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris. Jusqu'en juillet.

ET AILLEURS...

Les Epesses (Vendée). - « Jacques Maupillier », paysan vendéen. Spectacle joué par les habitants du pays du Puy du Fou, du 17 juin au 30 juillet. Tel. : (51) 57.35.78.

Reproduction autorisée à condition expresse de mentionner la source. Depot legal n° 49-459.

Administration CEREQ, 9, rue Sextius-Michel, 75732 PARIS CEDEX 15. Tel. : 575-62-63.

Directeur de la publication : Paul-Pierre VALLI - Rédaction : Service d'information et de documentation.